Bruxelles finance le Maroc pour faciliter son « arrimage » à l'UE…Par Jarczyk

écrit par Jarczyk | 5 décembre 2013

Quand l'Europe (pas celle des peuples!) finance le tonneau des Danaïdes…Mais je suis une mauvaise langue !!!

L'Europe apporte 170 millions d'euros de plus au Maroc
La Commission européenne a annoncé le déclenchement d'une nouvelle tranche d'aide à destination du Maroc. Celle-ci s'élève à 166,9 millions d'euros et soutiendra la mise à niveau des structures de l'économie marocaine, notamment la convergence réglementaire, ainsi que le système éducatif.
Stephan Füle, Commissaire européen à l'Élargissement et à la Politique européenne de voisinage Un nouveau financement international pour le Maroc. Hier, 13 novembre, la Commission européenne a adopté la deuxième tranche de son programme d'action 2013. Celui-ci s'élève à 166,9 millions d'euros.
Il « traduit une nouvelle fois l'engagement de l'Union européenne en faveur du rapprochement UE/Maroc et du développement social », selon un communiqué de la Commission européenne.
Ce programme va soutenir « la stratégie d'arrimage progressif

à l'Union européenne mise en œuvre depuis un peu moins d'une décennie par les autorités marocaines et qui avait été consacrée, en 2008, par la reconnaissance du « statut avancé » du partenariat entre le Maroc et l'UE ». Autre volet de cette aide : l'appui à la stratégie éducative initié en 2008.

Selon Stefan Füle, commissaire européen pour l'Élargissement et la Politique européenne de voisinage (photo ci-dessous), cité dans le communiqué : « notre appui à ces deux stratégies majeures de notre partenaire marocain, vise à soutenir une convergence globale, tant réglementaire et économique que sociale, entre le Maroc et l'Union européenne ».
Le programme « Réussir le Statut Avancé II » doté de 87 millions d'euros doit soutenir les efforts du Maroc pour faire « converger sa législation avec celle de l'Union européenne en vue d'une intégration progressive de l'économie marocaine au marché unique européen ».

Ce programme est la seconde phase d'un appui entamé en 2011 à la stratégie de convergence réglementaire mise en œuvre au Maroc depuis 2005.
Pour cela, les autorités marocaines ont en effet lancé un Plan National de Convergence Réglementaire pour « renforcer la cohérence et la gouvernance du processus de convergence et de prioriser les besoins en appui technique que l'UE se propose de mettre à la disposition du Maroc dans le cadre de ce programme ».

Le programme voué à l'éducation (89,9 millions d'euros) doit, quant à lui, aider à l'accès équitable au système d'éducation de base (taux de scolarisation en primaire, amélioration du taux de scolarisation des filles au collége…).
L'Europe, qui a accordé au Maroc depuis 2008 un « Statut avancé » unique en son genre au sud de la Méditerranée (la Tunisie est candidate) est un des importants bailleurs de fonds internationaux du royaume.
Outre les aides directes, en 2012, le Maroc a aussi obtenu près d'un milliard d'euros de prêts de la Banque européenne

d'investissement, notamment pour le soutien à ses grands projets énergétiques dans l'énergie solaire.
Les deux partenaires ont aussi renouvelé leur accord de pêche en juillet dernier après de longues négociations. Celui-ci est en phase finale de ratification par le Parlement européen.

Le Maroc et l'Union européenne sont aussi entrés en phase active de négociation depuis avril pour la conclusion d'un Accord de libre échange approfondi et global ou ALEAG (parfois nommé aussi Accord de libre échange complet et approfondi ou ALECA).
Quelques semaines auparavant, le président de la Commission européenne, José-Manuel Barroso avait rencontré en mars le Chef du gouvernement marocain Abdelilah Benkirane et le Roi Mohammed VI à l'occasion d'une visite officielle.
Par Pierre-Olivier Rouaud – Source de l'article Usine Nouvelle

http://euro-mediterranee.blogspot.fr/2013/11/leurope-apporte-170-millions-deuros-de.html

Veuillez apprécier, autant que faire ce peut, le concept, puis le statut de : « STATUT AVANCE »
Quant au » statut avancé de l'islam » à Paris ou ailleurs…et de son coût pour nos concitoyens…Chuuuut !!!
En octobre 2012,selon RMC, la dette de l'Algérie était de 20 millions d'euros, suivaient ensuite le Maroc , la Tunisie et les pays du Golfe. Au total, la dette hospitalière se montait à 50 millions d'euros.

Patrick Pelloux, le Président de la Fédération des Médecins urgentistes hospitaliers de France le soulignait : « On est dans une crise monstrueuse,. Les économies qui sont demandées aux hôpitaux sont épouvantables, ça nous étrangle, pendant qu'il y a des mecs qui sont venus et qui ont laissé des ardoises. Je suis le premier à défendre le fait qu'il faut accueillir tout le monde. Mais il arrive un moment quand vous voyez que ceux qui laissent des ardoises peuvent parfaitement payer ou que ce sont des pays qui demandaient de l'aide pour

un de leurs ressortissants et qui ne payent pas, c'est malhonnête. Les auditeurs d'RMC, quand ils consultent, ils reçoivent des factures. Même des puissants, il faut qu'ils payent aussi».

J'ai donc de mes yeux vu qui creusait le trou de la sécurité sociale que le gouvernement voudrait combler en taxant davantage les Français qui payent leurs factures médicales et leurs impôts.En octobre 2012,selon RMC, la dette de l'Algérie était de 20 millions d'euros, suivaient ensuite le Maroc , la Tunisie et les pays du Golfe. Au total, la dette hospitalière se montait à 50 millions d'euros.

4 heures aux urgences : j'ai vu qui creusait le trou de la Sécu…

Publié le 3 décembre 2013 par Rose Martin – Article du nº 332 de Riposte Laique
Hauts les cœurs!

Jarczyk